

Jean-François Denisse, président du CNES

Par Fabienne Casoli

Jean-François Denisse a présidé le CNES du 1^{er} novembre 1967 au 31 décembre 1973, pendant une période de mutation qui a vu la consolidation, voire la fondation, de l'Europe spatiale avec la création de l'agence spatiale européenne, l'ESA, et la décision du programme de lanceurs européen Ariane.

Le CNES, fondé en 1961, avait engrangé les succès. Les quatre premières fusées Diamant-A avaient été lancées avec succès d'Hammaguir ; le dernier D1D ou Diadème le fut le 15 février 1967. Le CNES avait quitté l'Algérie le 1^{er} juillet 1967 pour la Guyane où s'élaborait le nouveau champ de tir, devenu opérationnel le 9 avril 1968 avec le tir d'une Véronique. Le Ministère des Armées et la SEREB (Société pour l'Étude et la Réalisation d'Engins Balistiques), passaient la main pour les lanceurs et le champ de tir, alors que le CNES, après avoir acquis sa légitimité en construisant simultanément les satellites FR-1 et D1A à D1C, mis en place un réseau de poursuite, établi des liens étroits avec la NASA et l'Académie des Sciences de l'URSS et engendré tant une industrie spatiale qu'une communauté scientifique, s'emparait des installations de lancement avec la Guyane et des lanceurs avec la responsabilité de Diamant B acquise le 30 juin 1967. Le président Jean Coulomb laissait à son successeur un outil en parfait état.

Malheureusement, il manquait le soutien politique à ce bel édifice. Le président de Gaulle avait atteint l'objectif spatial qu'il s'était fixé, montrer au monde que la France disposait d'engins balistiques précis, rendant crédible sa force de dissuasion, et souhaitait s'en tenir là. Le premier ministre Pompidou n'y voyait que dépenses inutiles « pour la gloriole » et le ministre des finances affichait une opposition irréductible. De plus, il fallait définir des objectifs après la phase Diamant ; un comité consultatif des programmes avait été créé en juillet 1967 sous la présidence de J.-P. Causse, comité dont Jean-François Denisse était membre.

C'est dans ce contexte que JF Denisse, qui était alors directeur de l'Observatoire de Paris, fraîchement élu à l'Académie des Sciences, et engagé dans la construction de l'INAG, prit la présidence du CNES.

Dès 1968, plusieurs événements vinrent déstabiliser le CNES: le 1^{er} mars, la création du Centre Spatial de Toulouse, qui entraînait à terme la fermeture de celui de Brétigny et donc le départ forcé des ingénieurs qui y travaillaient (un tiers du personnel quitta alors le CNES). Et d'autre part la crise de mai 68 qui entraîna (entre autres) des restrictions budgétaires, avec pour le CNES l'annulation du projet phare qu'il avait conçu

avec l'Académie des Sciences soviétique, la sonde Roseau destinée à explorer la magnétosphère lointaine. Son annulation froissa profondément les partenaires soviétiques et la coopération sur de grands projets ne repartira que difficilement lorsqu'ils reviendront vers le CNES pour l'aérostat de Vénus qui, proposé en novembre 1967 avec l'appui de Denisse, sera proposé dans un nouvel avatar en 1972.

Faute de financement pour un engin français, le premier Diamant B dut mettre en orbite à partir de Kourou, le 10 mars 1970, un satellite allemand, Wika. Le triomphe d'Apollo n'éveilla que peu d'écho chez les dirigeants hexagonaux, qui continuaient à penser que l'espace, ce n'était pas pour nous. C'est à une personnalité non spatiale, Pierre Aigrain, qu'il fut demandé en 1969 d'établir une doctrine spatiale nationale. Le rapport déposé en mars 1970 devint la base de cette doctrine, en préconisant une priorité donnée aux applications et le soutien corrélatif aux lanceurs adaptés à ces besoins. Denisse obtint alors, non sans difficulté, que l'ESRO, alors consacrée à la science pure, entreprît des programmes d'applications, en particulier en télécommunications. C'était européeniser l'espace (et le CNES) jusqu'alors orientés vers une priorité nationale, au moment même où l'Agence européenne chargée des lanceurs, l'ELDO, se signalait par des échecs culminant avec le tir F-11 de la fusée Europa II, le premier à avoir pris place à Kourou, le 5 novembre 1971.

Si le CNES a conçu et mis en avant l'idée du lanceur LIIS (pour remplacer Europa III), c'est à un petit groupe créé à l'intérieur de son cabinet, le SEPOR, et dirigé par le physicien Maurice Lévy que le ministre Ortoli demanda de la promouvoir en juillet 1972. Avec Denisse en soutien, l'équipe du SEPOR conduira les négociations qui aboutiront le 1^{er} août 1973 à la création de l'Agence Spatiale Européenne et à la naissance du programme Ariane. Une volonté d'autonomie européenne d'accès à l'espace qui a été facilitée par le fait que les américains avaient refusé de lancer le satellite de télécommunications franco-allemand Symphonie si celui était utilisé à des fins commerciales...

Le 31 décembre 1973 Denisse laisse à son successeur un CNES transformé avec un centre technique transféré à Toulouse et une politique réorientée vers une Europe jugée seule capable de financer et de développer les applications futures. Après ces 7 années de présidence du CNES, Jean-François Denisse a retrouvé le spatial de 1978 à 1982, avec la présidence du comité international pour la recherche spatiale, le COSPAR.

Il est frappant de constater que dès les années 1970, les grands fondamentaux de l'Europe spatiale d'aujourd'hui étaient déjà en place. Les deux grands partenaires de ces mutations étaient la France et l'Allemagne, avec côté France une volonté forte d'un

programme européen de lanceurs, et côté Allemagne la demande d'une coopération avec les américains sur le post-Apollo, via le programme Spacelab. Plus de quarante ans après, ces orientations demeurent, mais on parle maintenant d'Ariane 6 et de Station Spatiale Internationale.

Sur un plan plus personnel, j'ai connu Jean-François Denisse, alors retraité, au Laboratoire de Radioastronomie Millimétrique de l'Ecole Normale Supérieure. J'en ai gardé le souvenir d'un grand monsieur toujours ouvert à des discussions stimulantes, voire décapantes, sur la nature de la physique et de disciplines annexes comme l'économie. C'est avec une grande tristesse que j'ai appris son décès l'automne dernier.